

LA RESISTANCE ITALIENNE. — ON SE BAT A PETROGRAD ET A MOSCOU

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2,555. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Mardi
13
NOVEMBRE
1917

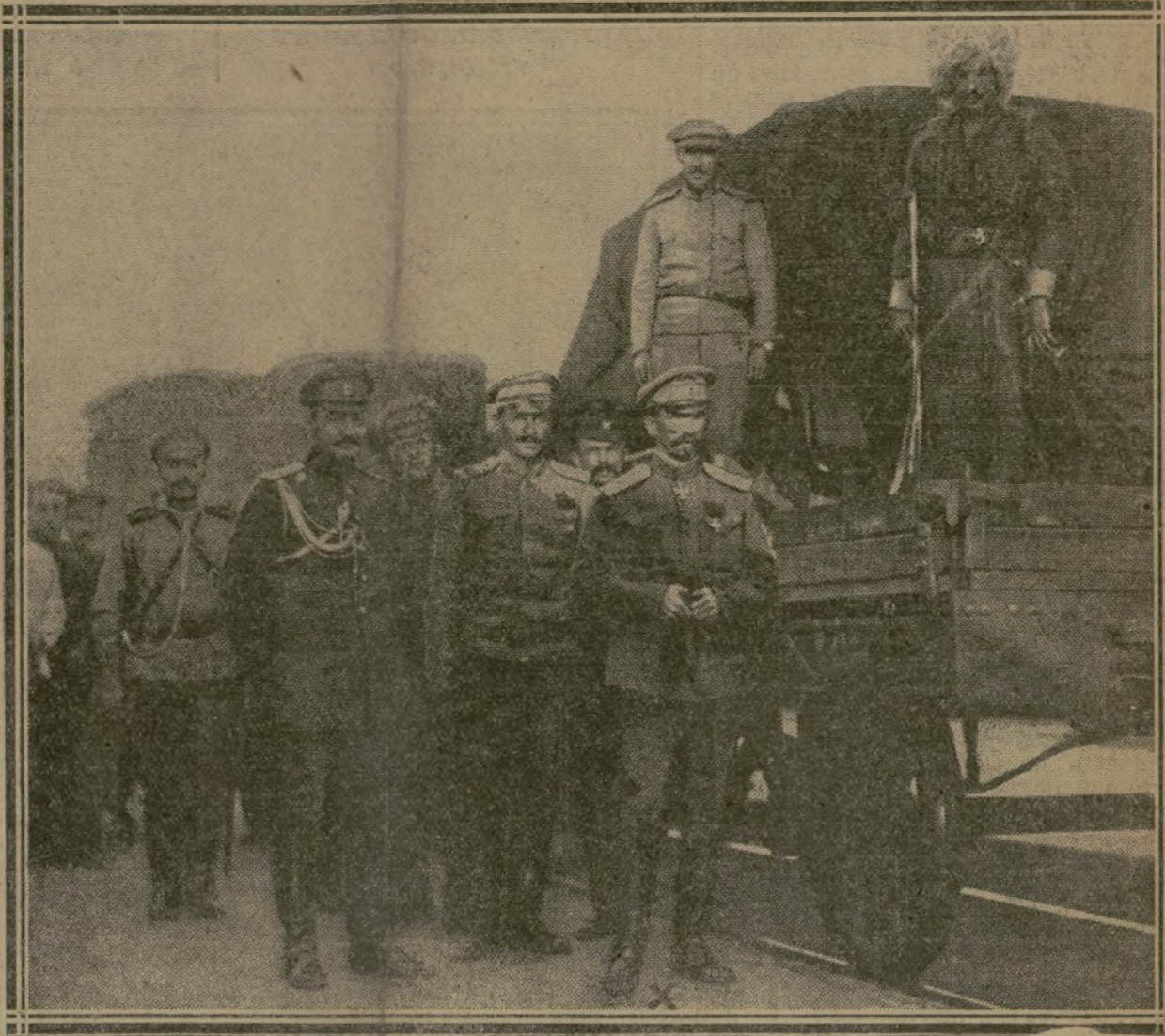
RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 3744 et 3745
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
"PIERRE LAFITTE, FONDATEUR"

AMIS HIER, ENNEMIS AUJOURD'HUI, SERONT-ILS AMIS DEMAIN ?



KERENSKY AU COURS D'UNE VISITE A LA FLOTTE DE LA BALTIQUE

La flotte de la Baltique, qui fit cause commune avec les maximalistes contre Kerensky, semble s'être ressaisie en partie depuis que le président-généralissime marche contre Petrograd avec les troupes qu'il a massées autour de lui. Voici, peu de temps avant la révolte léniniste, Kerensky visitant ceux qui ne devaient pas tarder à se tourner contre lui.



LE GÉNÉRAL KORNILOF (X) ET SES GARDES DE LA "DIVISION SAUVAGE"

Tandis que Kerensky marche sur Petrograd, le général Kornilof, qui avait été arrêté, on s'en souvient, sur l'ordre du président du conseil, lequel l'avait précédemment nommé généralissime, s'est évadé et a gagné Moscou. Il y serait rejoint par Kalédine, atman des cosaques. Les amis d'hier, ennemis d'aujourd'hui, vont-ils s'unir à nouveau devant le péril ?

LA FRATERNITÉ D'ARMES DES ALLIÉS FUT AFFIRMÉE HIER



LE "PREMIER" BRITANNIQUE, M. LLOYD GEORGE, EN FOURNIT L'ÉLOQUENT TÉMOIGNAGE A L'ISSUE DU DEJEUNER AU MINISTÈRE DE LA GUERRE. Un déjeuner a été offert hier par M. Painlevé, en l'honneur de M. Lloyd George. Le ministre de l'Instruction publique d'Italie, M. Berenini, y assistait. Trois discours ont été prononcés, par MM. Painlevé, Lloyd George et Berenini. Ils acquièrent, en raison des circonstances, une importance toute particulière, car ils affirment l'union absolue des Alliés. On voit ici, à gauche de notre photographie, M. Franklin-Bouillon et, à la gauche de M. Lloyd George lisant son discours, MM. Painlevé, Berenini et Deschanel.

L'ENNEMI A SUBI UN NOUVEL ÉCHEC A L'EST D'ASIAGO

Sur le reste du front italien ont lieu des escarmouches et des actions d'artillerie.

Les Austro-Allemands ont de nouveau attaqué le crochet défensif formé par les positions italiennes à l'est d'Asiago, entre le bourg de Galio et la cote 1674, au nord du mont Longara. Ils ont été rejetés sur toute la ligne, et une contre-attaque a permis à nos alliés de faire un certain nombre de prisonniers vers le nord de cette ligne, dans la direction de Grigno. Sur le front des montagnes comprises entre la Brenta et la Piave, les avant-gardes italiennes ont pris le contact de l'ennemi, et des feux violents d'artillerie, avant-coureurs de la bataille, sont signalés sur la ligne de la Piave. Ce sont là, à n'en pas douter, les signes d'une ferme résistance, et l'échec infligé à l'ennemi à l'est d'Asiago est de nature à lui donner à réfléchir.

Repoussés en cette région, contenus sur la Piave, les Austro-Allemands se préparent à de nouvelles attaques, pour lesquelles sans doute ils amènent des renforts. Mais la disposition rectiligne du front les empêche de tourner l'obstacle : il faut le heurter directement. Or, les positions de la défense, qui s'appuient sur la Piave jusqu'à Pederobba, ensuite sur la chaîne qui s'étend de la Piave à la Brenta et à pour sommets principaux les monts Tomba (868^m), Pallone (1215^m), Grappa (776^m) et Moschin (1278^m), sont extrêmement solides et viennent d'être fortement organisées. C'est pourquoi les Allemands se contentent d'annoncer aujourd'hui la capture d'une arrière-garde à Longarone et une progression vers Feltre. Longarone est à 16 kilomètres au nord de Belluno, où l'ennemi était déjà parvenu avant-hier : il s'agit donc de soldats à qui la retraite a été coupée, et qui, comme leurs camarades du mont Simeone, se sont bravement défendus. Feltre est à 15 kilomètres en avant de la ligne de repli choisie par le commandement italien : si l'ennemi marche dans cette direction, c'est sans rencontrer aucune résistance.

Jusqu'ici les événements sont donc de nature à nous inspirer confiance dans les desseins du commandement italien et dans leur fidèle exécution. On n'ose encore se livrer à l'espérance, mais on peut affirmer que les jours les plus sombres sont passés.

Jean VILLARS.

Ce que dit le radio allemand

GENÈVE, 12 novembre. — Le radio allemand d'hier soir assure que, dans la région des Sept-Communes et dans le val Sugana, les troupes austro-allemandes ont gagné du terrain en combattant. Elles auraient pris d'assaut la tête de pont de Vidor sur la rive orientale de la Piave, défendue avec ténacité par les Italiens.

Comment les troupes italiennes ont passé la Piave

LONDRES, 12 novembre. — Le correspondant du Daily Mail au quartier général italien écrit :

« Les forces italiennes se sont retirées sur la droite de la Piave, et leur artillerie est entrée aussitôt en action. »

« Avant de quitter Conegliano, les troupes alpines de choc ont fait une admirable défense dans les rues de cette ville, et entre Conegliano et la Piave elles ont contre-attaqué vigoureusement pendant que la cavalerie chargeait sur les deux flancs. »

« Aussi, avant que le gros de l'ennemi eût eu le temps de réagir, les alpins et la cavalerie purent passer en ordre parfait le pont de la Driula, qu'ils firent sauter derrière eux. »

« La conduite des troupes d'arrière-garde, qui combattirent sans interruption depuis Udine jusqu'à la Piave, a mérité l'admiration de toute l'armée. » — (Radio.)

La résistance de nos alliés

ROME, 12 novembre. — Les différentes actions de l'ennemi dont il est question dans le communiqué officiel répondent à une unique manœuvre : celle de l'irruption par les vallées transversales menaçant l'arrière de notre nouveau front, ce qui est d'ailleurs prouvé par notre heureux combat de Val Ledro, puisque, comme on le sait, du Val Ledro prennent naissance et se déroulent les routes qui, de Riva, en traversant Rissazza et Tiarno, descendent vers Condino dans la vallée de Chiave. On sait que c'est dans cette vallée qu'ont eu lieu, en 1866, les glorieux combats des Garibaldiens, qui ont abouti à la bataille de la Bezzecca.

Notre combat de Val Ledro a été précédé par une intense préparation d'artillerie, de mitrailleuses et de bombardes ; s'étant vu vert le passage à travers nos fils barbelés, l'infanterie ennemie a déclenché de violentes attaques qui ont été vaillamment repoussées par les nôtres, efficacement protégées par la prompt intervention de notre artillerie. L'ennemi a été contraint de se retirer.

D'autres combats ont eu lieu dans la zone montagneuse entre le val Sugana et le val Piave et là aussi, l'ennemi, après une intense préparation d'artillerie, a essayé la même manœuvre que notre résistance et nos contre-attaques ont enrayé immédiatement.

A Lorenzago, dans le Cadore, un de nos détachements se trouvant cerné par des forces en nombre supérieur, après une lutte sanglante et obstinée, s'est ouvert passage à la baïonnette à travers les bataillons ennemis.

Tous ces combats, qui ont eu lieu en des zones montagneuses souvent dépourvues de moyens de communication, prouvent que la valeur des troupes italiennes est toujours à la hauteur de la tâche qui leur est dévolue. (Havas.)

LA FRATERNITÉ D'ARMES DES ALLIÉS

Trois discours importants l'ont affirmée hier

DÉCLARATIONS DE M. PAINLEVÉ

« Un seul front, une seule armée, une seule nation : voilà le programme de la future victoire. »



M. Painlevé, président du Conseil, ministre de la Guerre, a offert, hier, dans les salons du ministère, un grand déjeuner en l'honneur de MM. Lloyd George, premier ministre anglais, et Berenini, ministre de la Instruction publique d'Italie.

Assistaient à ce déjeuner : les ministres, les secrétaires et sous-secrétaires d'Etat ; M. Antonin Dubost, président du Sénat ; M. Paul Deschanel, président de la Chambre ; les membres du bureau des deux assemblées ; les présidents des grandes commissions de la Chambre : MM. Briand, Delcassé, Doumergue, Hanotaux, Cruppi, Flourens, anciens ministres des Affaires étrangères ; Millerand, Krantz, Etienne, anciens ministres de la Guerre ; Monis, ancien ministre de la Marine ; le général Smuts ; MM. Davies, Winston Churchill, le lieutenant-colonel Hankey, le lieutenant-colonel Spiers, etc., etc.

DISCOURS DE M. PAINLEVÉ

M. Painlevé a prononcé à cette occasion un grand discours.

Après avoir rendu un chaleureux hommage à M. Lloyd George et à M. Berenini, le président du Conseil définit, en un langage élevé, les raisons qui unissent les Alliés et le but qu'ils poursuivent :

« En ce moment, par toutes les voies ferrées, par toutes les routes, soldats français et anglais, canons, munitions, se déversent de l'autre côté des Alpes. Le secours ne sera pas inégal à la grandeur du péril. »

« Les Alliés ne combattent pas chacun pour soi, mais pour tous. Ils ne combattent pas seulement pour leurs foyers ; ils combattent pour que soit préservé tout ce qu'il y a de beau et de bon dans le monde, tout ce qui fait le prix et la dignité de la vie. »

« Les Alliés doivent mettre en commun toutes leurs ressources, toute leur énergie, toute leur volonté de vaincre. Un seul front, une seule armée, une seule nation, voilà le programme qu'exige la future victoire. »

Mais comment faire passer cette « fusion des efforts » du domaine des rêves dans celui de la réalité ?

« Nos ennemis, dit M. Painlevé, ont résolu le problème par un procédé de discipline brutale : parmi eux, il y a un peuple maître dont les autres sont les serviteurs. »

« Nous, nous sommes des peuples libres qui n'admettons point d'être assujettis à un autre peuple. »

« Concilier cette indépendance et l'unité de direction qu'exige la politique efficace de guerre, telle sera l'œuvre de ce Comité de guerre international ou Conseil supérieur de guerre que viennent de créer les grandes nations alliées. »

« Mais un organisme, si utile, si désiré qu'il soit, ne vaut que par la volonté qui l'anime et, cette volonté, il faut qu'elle existe à la fois chez les gouvernants et, à tous les échelons, chez ceux qui combattent ou qui travaillent pour la bataille. Plus les heures sont graves et plus inflexible doit être notre fermeté, plus haut doit s'élever le moral de la nation pour être mis à l'abri de toute atteinte. »

Et le président du Conseil poursuit :

« Aux armées du droit qui, depuis trois ans, couvrent notre frontière, vont s'ajouter les légions d'Amérique et leurs formidables moyens d'action. Tenir, tenir, tenir, tout est là. »

« Ceux qui, dans les circonstances d'aujourd'hui, songent à la paix, trahissent, qu'ils le veuillent ou non, les intérêts les plus sacrés de leur patrie, de la civilisation, de l'humanité. N'ont-ils donc pas réfléchi à ce que serait cette paix subie par le monde, sous la menace triomphante du militarisme prussien : une paix d'abjection, de misère et de honte. Rien ne les libérerait plus, ni eux-mêmes, ni leurs descendants. Non, la parole est aux armes et aux armes seules, jusqu'au jour où sur les champs de bataille surgira le droit triomphant. »

Puis l'orateur évoqua le souvenir des journées inoubliables qui suivirent la bataille de la Marne.

Et au milieu des plus chaleureuses acclamations, M. Painlevé conclut :

« Lorsqu'un peuple a traversé sans faiblir des heures telles que celles-là, il peut dire qu'il est à l'épreuve du feu ; il suffit que ses qualités restent intactes pour qu'il assure sa destinée. »

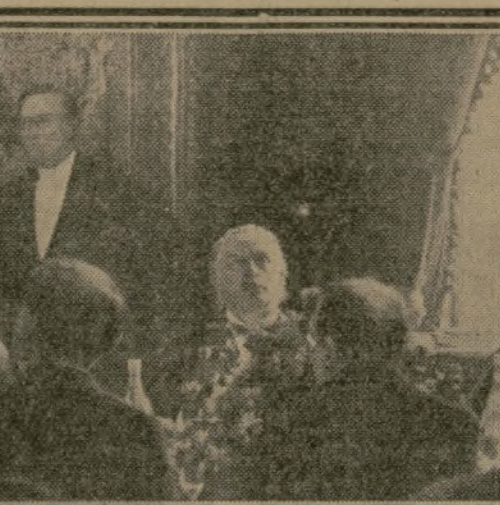
DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

M. Lloyd George prit ensuite la parole :

« Mon ami et camarade de combat M. Painlevé, d'ici, vous a expliqué l'importance de la décision prise par les gouvernements français, italien et britannique, d'établir un Conseil supérieur des Alliés dont les armées opèrent sur le front occidental, afin d'assu-

DÉCLARATIONS DE M. LLOYD GEORGE

« L'unité — pas une apparence d'unité, mais une unité réelle — est la route qui conduit à la victoire. »



M. FRANKLIN-BOUILLON LIT EN FRANÇAIS LE DISCOURS PRONONCÉ EN ANGLAIS PAR M. LLOYD GEORGE

rer à leurs efforts sur ce front une direction unifiée. Comme il l'a déjà fait connaître, ce Conseil se composera d'hommes d'Etat dirigeants des pays alliés, conseillés par quelques-uns de leurs généraux les plus distingués ; et les choix déjà faits par nos gouvernements prouvent leur volonté de faire du Conseil un organe vraiment puissant pour la coordination de leurs efforts militaires.

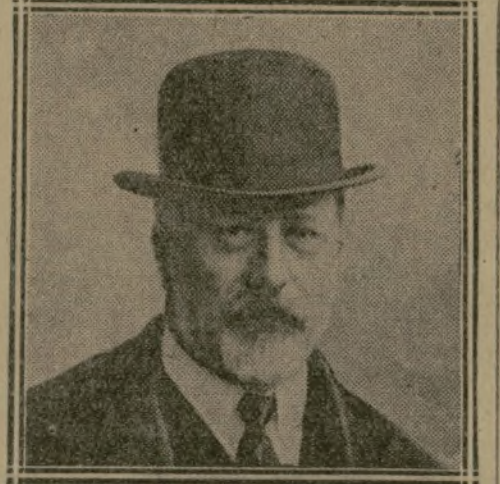
M. Lloyd George pense que l'Amérique et la Russie feront partie bientôt de ce conseil. Pourquoi, les Alliés prennent-ils cette mesure maintenant ? Pourquoi ne l'ont-ils prise plus tôt ? Telles sont les deux questions auxquelles se propose de répondre le premier ministre anglais.

Tout d'abord, il se demande pourquoi les Alliés n'ont pas eu déjà la victoire. Ils ont la maîtrise des mers, la supériorité numérique en effectifs, en matériel, en ressources économiques et financières ; ils ont « par-dessus tout, et au-dessus de tout, la justice de leur cause ». Toutes ces supériorités combinées devraient leur avoir permis d'aller beaucoup plus avant sur la route de la victoire.

Sur qui retombent les responsabilités

Sur qui et sur quoi retombent les responsabilités ?

« La faute, déclare M. Lloyd George, n'est pas à nos flottes ni à nos armées... Elle est due entièrement au manque d'unité »



M. BERENINI, ministre de l'Instruction publique italien,

véritable dans la direction de la guerre chez les Alliés. Nous en avons tous senti le besoin ; nous en avons tous parlé ; nous avons adopté résolution sur résolution pour y remédier. Mais cette unité n'a jamais été réalisée. En cette matière si importante, nous n'avons jamais passé de la rhétorique à la réalité, de la parole à la stratégie. En dépit de toutes les résolutions, il n'a jamais existé d'autorité chargée de régler la conduite de la guerre sur tous les fronts, et, en l'absence de cette autorité centrale, chaque pays a été laissé à sa propre initiative.

Et, après avoir fait le procès des apparences d'un plan stratégique d'ensemble, qui n'était autre qu'un ensemble de plans conçus l'un à l'autre, afin de pouvoir, le lendemain, annoncer « solennellement au monde que l'unité était complète entre les Alliés », la coutume, dit-il, n'est pas la stratégie, et c'est pourquoi, quand on mit ces plans à l'épreuve au milieu des terribles réalités de la guerre, les fils ne manquèrent pas de se rompre, et l'ouvrage de tomber en pièces.

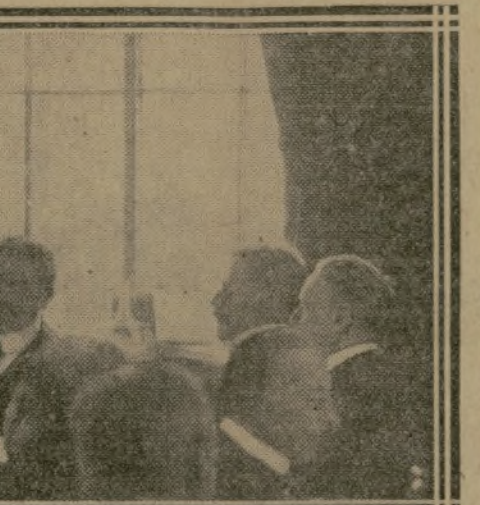
A l'appui de cette affirmation, le Premier ministre anglais passe en revue les principales événements des quatre dernières campagnes et les fautes commises.

« Un trait de cette guerre lui donne un caractère unique parmi les guerres innombrables de l'histoire. C'est un siège, où des nations entières sont assiégées. Les Alliés font le blocus de deux grands empires. Dans un siège, il faut que les assiégés soient prêts à frapper là où l'ennemi est le plus faible, en quelque point que ce soit. L'avons-nous fait ? »

« L'ennemi était coupé par les flottes alliées de tous les riches pays au delà des mers d'où il avait jusqu'alors tiré des quantités énormes de vivres et de matières premières. Du côté de l'Est, il était bloqué par la Russie ; du côté de l'Ouest, par les armées de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Mais le Sud, le Sud si important avec sa porte ouverte sur l'Orient, était laissé à la garde d'un petit pays, avec une population deux fois moins nombreuse que celle de la Belgique, des armées épuisées par les luttes de trois guerres successives, et, derrière lui, deux rois perfides, attendant

DÉCLARATIONS DE M. BERENINI

« Vos soldats sont accueillis avec enthousiasme. Nous sommes tous un seul peuple, une seule armée. »



M. FRANKLIN-BOUILLON LIT EN FRANÇAIS LE DISCOURS PRONONCÉ EN ANGLAIS PAR M. LLOYD GEORGE

le moment de le poignarder quand il aurait à se défendre contre un ennemi plus puissant.

Les conséquences d'une faute

« Quels furent les résultats de cette faute incroyable ? Tandis que de toutes nos forces nous martellions la barrière impénétrable de l'Occident, les empires centraux, convaincus que nous ne pourrions pas la percer, se jetèrent de tout leur poids sur ce petit pays, brisèrent sa résistance, ouvrirent les portes de l'Orient et celles de grands magasins de blé, de bétail, de métaux, portes de l'espérance, tout ce qu'il fallait pour permettre à l'Allemagne de continuer la lutte. Sans ces ressources additionnelles, l'Allemagne n'aurait pas pu sans doute maintenir toute la force de ses armées. »

« Pourquoi cette faute incroyable fut-elle commise ? La réponse est simple : c'est parce que personne n'était en particulier chargé de garder les portes des Balkans. Le front unique n'était pas devenu une réalité. »

« Il est vrai que nous envoyâmes des troupes à Salonique pour secourir la Serbie, mais, comme toujours, elles furent envoyées trop tard. On les envoya quand le mal était fait. »

Qu'arrive-t-il en 1917 ?

« Nous voici en 1917. Qu'arrive-t-il ? Je voudrais qu'au moins il y eût un peu de variété dans la tragédie. Mais c'est le même désastre, dû à la même cause. La Russie s'est effondrée. L'Italie est menacée. C'est à la Russie à s'occuper de son propre front. C'est à l'Italie de faire sa guerre à elle. »

« Suis-je chargé de garder mon frère ? Erreur désastreuse ! Erreur fatale ! Le front italien est tout aussi important pour la France et pour l'Angleterre qu'il l'est pour l'Allemagne. L'Allemagne l'a compris à temps. Malheureusement nous ne l'avons pas compris. »

« Il ne servirait à rien de ne pas reconnaître toute l'étendue du désastre. Si on refuse de le voir, on ne prendra jamais les mesures qu'il faut pour le réparer. »

« Les Américains pensent que si nous avions déclenché une offensive contre la route de Vienne, une victoire à Laybach aurait fait l'effet d'un nouvel Austerlitz. Ils sont persuadés que le désastre italien n'aurait pas eu lieu si une seule autorité militaire avait dirigé l'opération des Alliés. »

Pourquoi n'a-t-on pas décidé, auparavant, la création du Comité de guerre ?

M. Lloyd George exprime alors l'espoir de voir le particularisme faire place à une solidarité qui abrégiera la durée de la guerre et assurera la victoire.

« L'unité — pas une apparence d'unité, mais une unité réelle — est la seule route qui conduira sûrement à la victoire. La grandeur des sacrifices consentis par les peuples dans tous les pays alliés doit nous persuader de mettre de côté toute considération secondaire afin d'atteindre au but commun de ces sacrifices mêmes. Il faut que toute considération personnelle, que toute considération de cause ou de groupe soit repoussée sans hésiter. Nous sommes à une des heures les plus solennelles de l'histoire de l'humanité. Ne déshonorons pas cette grande heure par d'excusables petites fautes. »

Le premier ministre anglais termine son discours par un éloge ému de la France et de son armée.

« Nous avons rencontré le roi d'Italie sur le champ de bataille de Solferino, et là nous avons vu, une fois de plus, des soldats français en marche pour défendre la liberté que leurs pères ont aidé à conquérir au prix de leur sang. Quand je les ai vus là, au milieu de tels souvenirs, j'ai senti que la France possédait, à un plus haut degré qu'aucune autre nation, le don de se sacrifier pour la liberté du monde. Et, en pensant aux sacrifices qu'elle a faits, dans la présente guerre pour la liberté du genre humain, j'entendais dans mon cœur comme un sanglot. »

ALLOCUTION DE M. BERENINI

M. Berenini prononça ensuite une brève allocution :

« Vos héroïques soldats, qui connaissent les batailles et les victoires, traversent les terres d'Italie, foulées mais non domptées par l'ennemi. Et voici que partout ils sont accueillis par un hymne d'amour et de reconnaissance : « Nous sommes tous un seul peuple, nous sommes tous une seule armée ! »

LES CONFÉRENCES D'ITALIE EXPOSÉES AU PARLEMENT

Le gouvernement demandera aujourd'hui l'ajournement des interpellations.

Une note officielle, communiquée à l'issue du Conseil des ministres d'hier, annonce que le président du Conseil lira cet après-midi aux Chambres une déclaration pour faire connaître les résultats généraux des conférences interalliées qui viennent d'être tenues tant en Italie qu'en Angleterre.

Cette déclaration sera lue en séance publique.

Il est, d'autre part, probable que le comité secret sera demandé ensuite, à la Chambre tout au moins, pour permettre à M. Painlevé de fournir à l'assemblée des explications complémentaires.

Nous croyons pouvoir affirmer que, cette communication faite, le gouvernement s'opposera à la discussion immédiate de toute interpellation, tant sur sa politique extérieure que sur sa politique intérieure.

Il demandera ainsi l'ajournement de celles de MM. Emile Constant, Jules Delahaye, de Chappedelaine et Abel Ferry, sur l'affaire de l'Action Française, la procédure engagée pour régler l'incident Daudet-Malvy, l'affaire Paix-Séailles et la politique intérieure du cabinet, inscrites à l'ordre du jour de la séance de cet après-midi, et posera nettement la question de confiance.

Un débat à la Chambre sur le ravitaillement

M. Edouard Ignace dénonce la spéculation qui s'est exercée sur les pommes de terre.

La Chambre a continué hier, au cours d'une séance exceptionnelle, la discussion des interpellations sur le ravitaillement.

M. Edouard Ignace, député de Paris, a traité particulièrement la question des pommes de terre, montrant qu'il n'y avait eu ni crise de quantité ni crise de transports, mais seulement des manœuvres de spéculation, qu'il a exposées.

Très applaudi, il invita le gouvernement à sévir énergiquement contre ces manœuvres, en en signalant d'ailleurs une autre, qui consiste à faire courir le bruit que la récolte, cette année, n'atteindra pas celle de l'année dernière.

C'est absolument faux, souligna M. Le Rouzic ; elle lui sera supérieure de trente millions de quintaux.

M. Ernest Lafont demanda ensuite, pour le pain, un régime simple et uniforme dans toute la France. M. Lucien Voinin apporta ensuite quelques critiques sur les règles qui président actuellement à la répartition de la farine et du pain.

On continuera mercredi.

L'ouverture de la séance, M. Maurice Long, ministre du Ravitaillement, avait déposé deux projets de loi. Le premier a pour but d'autoriser l'acquisition par le gouvernement, sur le compte spécial, de certaines denrées de première nécessité, telles que les denrées coloniales ; le second établissant des sanctions aux infractions aux décrets rendus sur la proposition du ministre du Ravitaillement et aux arrêtés pris par lui.

Séance cet après-midi. Léopold BLOND.

Le comte Bonin-Longare à l'Élysée

Le président de la République a reçu, en audience officielle, S. Exc. M. le comte Bonin-Longare, qui lui a remis les lettres d'accréditation en qualité d'ambassadeur d'Italie.

L'introduit des ambassadeurs est allé chercher le comte Bonin-Longare à l'ambassade et l'a accompagné au palais de la présidence, où la réception a eu lieu avec le cérémonial d'usage.

Le président de la République avait à ses côtés M. Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, et les personnes de sa maison.

Le comte Bonin-Longare a prononcé quelques paroles au cours desquelles il s'est félicité de l'heureux rapprochement « qui a éliminé tout malentendu et toute incompatibilité d'intérêts entre les deux nations », la voix du sang et de la race commune, devenue toute-puissante, ayant « rapidement amené les deux nations vraiment sœurs à unir leurs armes pour la même cause sacrée ».

Le président de la République a répondu :

« Votre pays connaît en ce moment les tristesses de l'invasion. La belle contrée que j'ai parcourue naguère en compagnie de votre auguste souverain est souillée par nos ennemis communs. Mais hier déjà les communications austro-allemandes avaient que votre armée acceptait le combat sur la Piave et contre-attaquait heureusement sur le plateau d'Asiago. Le courage de l'Italie n'est pas abattu. Le danger la trouve, au contraire, résolue aux efforts nouveaux et aux sacrifices nécessaires. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

« Elle se lève tout entière pour défendre contre l'invasisseur son sol et ses libertés. »

